

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 7 avril 1997 à 20 h 30

Convocation du 1er avril 1997

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, sauf M. Sabatier Stéphane, absent excusé, ayant donné procuration à M. Ligozat Jeannin (procuration annexée au présent P.V.).

Ordre du jour

- Acquisition foncière / Propriété Ligozat
- Relogement du Receveur et Mairie Poste
- POS / Projet d'anticipation
- Extension adduction d'eau réseau des Parots
- Son et Lumière "Mémoire du pays de Céüse"
- Questions diverses

Le Maire ouvre la séance par la présentation du document concernant l'aménagement de la parcelle des Murets, ce document précise l'implantation de la nouvelle route qui desservira le quartier, de l'aire de stationnement, des terrains de sports et de la passerelle.

Le parking sera décaissé à 1.20 m et empierré à 0.90 m, un merlon végétalisé situé le long de la route, masquera les voitures.

La passerelle sera posée en parallèle du pont pour des raisons esthétiques, elle sera bâtie sur poutrelles métalliques scellées dans des culées de béton.(projet de passerelle à déterminer).

Claude Paul et René Favier s'étonnent que le projet de busage du torrent des Murets ait été abandonné, le maire réplique que l'option passerelle a été retenue en conseil municipal dès lors que les services du RTM ont fait connaître leurs prescriptions en la matière (le maire redonne lecture du courrier RTM du 27/12/95.), ces prescriptions trop exigeantes auraient occasionnées un surcoût très important pour un tel projet.

Le maire rappelle que lors de la dernière réunion avec M. Pellegrin de Provence Logis et M. Marlin, architecte, il a insisté pour que les logements locatifs soient alimentés par un chauffage central non électrique, le dossier de demande de permis de construire sera déposé prochainement, enfin le projet de supprimer la ligne aérienne est accepté par EDF.

Le terrain Rambaud a pu être acquis par la commune avec réserve suivante : "La commune

s'interdit de capter et d'utiliser les eaux qui pourraient exister sur la parcelle"

Acquisition foncière / Propriété Ligozat :

La commission "travaux" composée de MM. Garcin, Borel, Ligozat et Bonnardel, s'est rendue sur les lieux afin d'examiner le bâtiment.

Serge Duc, architecte, a fait une approche du coût de la restauration : aménagement sur deux niveaux, isolation, façades rejointoyées et travaux nécessaires pour obtenir un confort tout en respectant le caractère de la maison.

Prix estimatif **350 000 fr. H.T.**

Le maire justifie cette acquisition par les points suivants :

- Sauvegarde d'un exemple caractéristique du patrimoine bâti de Sigoyer
- Nécessité de maintenir le caractère de la zone sur le plan architectural
- Favoriser un acheteur de la commune (pour la parcelle constructible)

Il propose le découpage suivant :

- lot maison
- un terrain constructible
- un terrain réservé à la commune pour implantation d'un réservoir d'eau
- les terrains agricoles à remettre à l'agriculteur fermier

La maison pourra être subventionnée à 60 % et le terrain réservé à la commune à 70 %, Serge Duc insiste sur le fait que l'estimation des domaines devra suivre l'estimation de la commune pour que l'opération reste intéressante.

Auguste Borel souhaite connaître si les aspects juridiques et fiscaux ont été bien appréciés, le Maire confirme que la commune est exonérée de plus-value et que les frais de la transaction seront d'environ 8 000 fr.

Claude Paul demande si les héritiers sont recensés ou si une enquête généalogique devra se dérouler. Le maire répond que les héritiers sont tous connus et vivants.

Si nous devons donner suite au projet, la somme de 10 à 20 000 fr. sera versée à la signature du compromis, Serge Duc se chargera de l'élaboration des dossiers de demandes de subventions auprès de la Région.

Claude Paul pense que la commune pourrait faire plusieurs lots constructibles, mais le maire rétorque que la mise en constructible d'une seule parcelle permet d'équilibrer l'opération et que l'objectif n'est pas de spéculer. Jacques Michalinoff reste opposé au projet. Jeannin Ligozat annonce que Stéphane Sabatier s'abstiendra.

Le maire doit donner une réponse rapide aux héritiers, l'affaire est mise au vote :

oui :7

non : 1

abstention : 3

Logement du receveur :

Le maire fait part aux conseillers de sa rencontre avec M. Géri . Celui-ci est d'accord pour louer sa maison pour un loyer de 10 000 fr. /an (en dessous du prix du marché). La faible contribution demandée étonne les conseillers, mais le propriétaire n'en fait pas une affaire d'argent et souhaite que la maison revive, il est prêt à la louer à la commune pour 3 ans.

Conditions :

- contrat de 3 ans renouvelable au ***prix annuel de 10 000 fr.***
- la maison sera vidée complètement (des entreprises de récupération seront contactées, petite ourse, croix rouge ...) et déchetterie.
- des travaux seront réalisés par les employés communaux : pose d'accumulateurs et mise aux normes du réseau électrique, travaux de carrelage dans la salle de bains, isolation du plafond et des fenêtres, peinture du couloir et du séjour.

M. Géri souhaite simplement que cette maison soit ouverte et gérée correctement, il s'agit d'un engagement moral et amical plus que commercial.

La commune mettra ce logement à disposition du receveur qui s'engagera sous forme d'un bail à titre gratuit à entretenir cette maison "en bon père de famille" selon les termes du code civil. Une caution, d'un montant à définir, sera demandée.

Le conseil municipal accepte à l'unanimité.

Mairie :

les solutions envisagées sont :

- Déménagement dans les locaux vacants du presbytère au rez-de-chaussée : le curé s'y oppose fermement.
- Maison Robert : insalubre
- Local Sabatier : en travaux
- Garage communal : aménagement trop important
- Bâtiment ALGECO : possibilité d'achat de ce matériel, en juillet, auprès du club de parachutisme à Tallard, bâtiment équipé du conditionnement d'air et isolé, vendu 15 000 ou 20 000 fr. ou vente aux enchères, mercredi 9/04 à Valensole (AHP). MM Favier et Bonnardel se chargent de s'y rendre.

Jacques Michalinoff affirme que le presbytère est bâtiment communal et que la commune est en droit de l'occuper ; Auguste Borel estime qu'un ALGECO conviendrait mieux au fonctionnement du secrétariat. (vote pour la solution ALGECO : 1 contre, 9 pour)

Le relogement de La Poste au presbytère est accepté par le curé. Le maire précise que la direction de la Poste accepte un relogement du bureau dans un bâtiment de chantier de type ALGECO.

Logement Amaridon :

Il serait convenable de reloger MMme Amaridon dans un rez-de-chaussée, mais en solution

d'attente, le F2 communal faisant office de local cantine pourra être mis à leur disposition, le loyer conventionné beaucoup plus élevé (1200 fr./mois) pourra faire l'objet d'un dossier de demande d'aide au logement.

Cette solution ne pourra être que provisoire, compte-tenu du fonctionnement de la cantine. L'accueil repas se fera, durant cette période, à la salle des deux Céüze ou au presbytère. Le maire est réticent quant à l'utilisation de la salle des deux Céüze comme local cantine.

Travaux AEP :

Les travaux des Murets sont terminés . Ceux des Parots devront se faire en deux tranches, en effet, la CGE demande l'installation d'un détendeur de pression inox (coût : 25000 fr.) et l'extension du nouveau réseau ; le contrat d'affermage stipule que les piquages sur la canalisation seront exécutés exclusivement par la CGE au coût actuel de 2800 fr.

La commune récupérera la taxe de branchement, soit 5000 fr.

Le reliquat de subvention CCTB permet de financer seulement la première tranche : extension du réseau jusqu'à la borne à incendie et installation du réducteur de pression (dont la facturation sera mise en attente par l'entreprise Meynaud).

La deuxième tranche ne sera réalisée qu'à l'obtention de nouvelles subventions . Le dossier d'aide au financement sera déposé par la CCTB.

Le maire se désolé que certains habitants des Parots contribuent à saboter les réalisations communales dans ce quartier pour d' obscures raisons de rancœurs et jalousies...

POS :

Le Maire communique aux conseillers les documents concernant le projet d'anticipation au projet du POS, pour la zone INAH1 où seront implantés les bâtiments Provence Logis ; le projet est déposé en préfecture pour contrôle de légalité et en mairie pour consultation du public.

Son et Lumière "Mémoire du Pays de Céüze"

Ce spectacle mis en place par l'association "Son et lumière" de Tallard se déroulera les 18 et 19 juillet 1997, et va traduire l'histoire des communes de Sigoyer, Pelleautier et Tallard, du moyen-âge jusqu'à l'époque moderne "l'ère du Fromental", (cette graminée, dont la culture a contribué à l'essor de l'agriculture dans les années après-guerre).

Cette représentation, qui regroupe 90 participants, est prévue sur la place du village.

Questions diverses :

Cimetière :

Le dallage de l'allée centrale est prévue en dalles carrées gravillonnées de 40x40 cm, Serge Duc suggère que l'on se renseigne sur le coût d'un pavage en dalles imitation "ancien" qui conviendrait mieux au site.

Pont Martin :

Les conventions sont signées par toutes les parties. Un géomètre est chargé de faire les levées topographiques, le travail sera réalisé courant 97.

Amouriq/Grimaud/Cne :

Le maire souhaite la régularisation cadastrale du chemin du "champ des pierres" qui va des Courtès Sud au cimetière.

Le géomètre, M. Roman, avait réalisé un document d'arpentage, mais cette régularisation n'a jamais abouti suite aux différends Amouriq et Grimaud.

M. Amouriq, décédé, la discussion sera reprise avec M. Garnier, héritier.

L'échange proposé par la commune portait sur le déclassement de l'ancien chemin par rapport au nouveau, mais M. Grimaud a refusé que l'ancien chemin soit déclassé sous prétexte qu'il conduit à un puits mitoyen (Amouriq/Grimaud), M. Borel suggère que, pour des raisons de sécurité et d'entretien, le chemin soit déclassé en terrain communal et perde ainsi sa destination de voie.

Le conseil municipal autorise le maire à traiter cette affaire avec M. Garnier.

Echanges Ligozat Jeannin / Commune :

La commission travaux s'est rendue sur place et accepte les échanges. Entériné par le conseil municipal à l'unanimité.

Réunion A51 / signalisation d'animation :

Le maire fait part aux conseillers du compte-rendu de la réunion, en préfecture, entre élus et la société ESCOTA qui réalisera l'animation de l'autoroute par signalétique. Il est proposé un panneau tous les 6 km. La commune a demandé qu'un panneau représentant Céüze, soit implanté. ESCOTA n'a pas tenu compte des propositions des élus.

Le maire exposera de nouveau son argumentaire, pour la défense du site, par un courrier aux dirigeants de la société d'autoroute.

Réunion CCTB :

Le maire informe le conseil municipal de deux décisions importantes votées par les maires de la CCTB :

- Vote de la taxe d'ordures ménagères pour les campings : de la communauté 40.00 fr. par emplacement et hors communauté 70.000 fr.

- Vote de la taxe de séjour : (12 voix pour et 2 abstentions dont Sigoyer). Cette taxe sera prélevée sur la clientèle des hôtels, campings et gîtes.

Claude Paul manifeste son mécontentement soutenu par Ligozat Jeannin ; le maire fait également remarquer l'inflation des budgets annexes CCTB de l'école de musique et de l'office de tourisme.

Le maire lève la séance à 23 h 30 et laisse la parole à Jeannin Ligozat qui convie l'assemblée autour du verre de l'amitié.

Délibérations du conseil municipal :

- Achat propriété Ligozat

Vu les conseillers municipaux,